

FICHE ACTION 4

ORGANISER LA RENCONTRE ENTRE UNE OFFRE ALIMENTAIRE DE PROXIMITE BAS CARBONE ET UNE DEMANDE PLUS QUALIFIEE DES CONSOMMATEURS

AMBITION DE L'ACTION

L'assiette des habitants est un des premiers contributeurs aux émissions de GES locales. Il paraît donc primordial de faire la promotion d'une alimentation ancrée dans le territoire en lien avec le Projet Alimentaire de Territoire (P.A.T), favorisant les pratiques agro-écologiques et la résilience du territoire.

Cette dynamique portera autant sur **l'identification des acteurs de proximité** que sur la **création et la diffusion d'une information qualifiée, intégrative et partagée sur la décarbonation de l'assiette**.

Afin de toucher le plus grand nombre de publics différents (professionnels comme habitants), il faudra recourir à un mix intégrant à la fois des outils classiques (print, conférences, sorties...) et des outils numériques expérimentaux, en capitalisant sur la dynamique de recherche de l'Université dans le domaine.

DESCRIPTIF GENERAL DE L'ACTION

OPERATION 1. Identifier les externalités d'une alimentation de proximité décarbonée et limitant le recours à l'ultra transformation

Maître d'ouvrage de l'Opération : Chambre d'agriculture

Équipe dédiée au pilotage de l'Opération: chargée de mission Circuit court de la Chambre d'agriculture, chef de service agriculture forêt paysage du Conseil Départemental, apprentie Conseil Départemental, Communauté d'agglomération, CFU, GAB17, IEMPI

Partenaires impliqués dans l'Action : offices du tourisme, EPCI, AMAP, Ruches locales

Souvent les consommateurs réduisent l'impact de leurs achats en circuit court à une diminution des émissions liées au transport. Les contributions de l'ADEME sur le sujet ont, depuis près de 10 ans, démontré le caractère contre-intuitif des résultats obtenus dans le domaine.

Il conviendra donc d'aborder le sujet d'une façon multifactorielle très large (emploi, santé, recours aux intrants...), en réalisant des focus sur les thématiques prioritaires de cette feuille de route et de celle du futur P.A.T afin de disposer de références suffisantes pour étayer les prises de décision, suivre les retombées des actions suivies et définir des messages qui pourront être déclinés dans le cadre d'actions de communication.

L'identification, la compilation et la synthèse des références pourrait se faire dans le cadre d'une thèse.

OPERATION 2 Se doter d'un inventaire des agriculteurs en circuit court et de leurs points de vente en déployant de façon exhaustive les outils créés par le Département

Maître d'ouvrage de l'Opération : Chambre d'agriculture

Équipe dédiée au pilotage de l'Opération: chargée de mission Circuit court de la Chambre d'agriculture, chef de service agriculture forêt paysage du Conseil Départemental, apprentie Conseil Départemental, Communauté d'agglomération, Université de La Rochelle

Partenaires impliqués dans l'Action : offices du tourisme, EPCI, AMAP, Ruches locales, CFU

De plus en plus de porteurs de projet s'installent à proximité de l'agglomération rochelaise (territoire du PAT) avec des pratiques alternatives et des productions tournées vers la consommation locale. Ces nouvelles activités doivent rencontrer un débouché pour permettre aux producteurs de sécuriser leur revenu. Parallèlement, les consommateurs, de plus en plus sensibles aux enjeux de la consommation locale, ne savent pas identifier autour d'eux les points de distribution (ruche, GMS, PVC,...). Il y a donc un enjeu à favoriser les possibilités de rencontres entre offre et demande.

Les outils numériques peuvent faciliter cette rencontre. Le Département a déployé le site Manger17.fr, dans le cadre d'un partenariat développé avec la Chambre d'agriculture de la Charente-Maritime et Charentes Tourisme, qui vise à répertorier l'offre locale de la manière la plus exhaustive possible, et ainsi la promouvoir auprès des consommateurs.

Un repérage des producteurs en circuits courts, de leurs points de vente et de leurs projets de développement a été engagé par le Département et la Chambre d'agriculture en 2019, pour réaliser une base de données partagées de connaissance des producteurs en circuits courts ou souhaitant développer cette activité. **Sur le territoire du SCOT Aunis, 139 producteurs ont été identifiés, 101 enquêtés dont 23 ont demandé la marque « +de17 dans nos assiettes ».**

Le repérage de l'offre et son intégration au site Manger17.fr mérite d'être poursuivi, par un travail d'animation à conduire en partenariat avec les acteurs locaux (EPCI, offices du tourisme, élus locaux...) et les acteurs de filières locales (collectifs d'éleveurs, associations apicoles...). Par ailleurs, une actualisation annuelle des informations est nécessaire pour assurer une donnée fiable et de qualité.

Il conviendra de :

- contacter tous les agriculteurs du territoire pour repérer ceux qui pratiquent, ou souhaitent pratiquer les circuits courts
- mise à jour annuelle des informations, y compris des points de vente
- valorisation de ces informations sur le site Manger17.fr (photographies, portrait, actualités des exploitations, création d'une rubrique « Bas Carbone » dans l'arborescence détaillant les démarches locales...)
- veiller à l'interopérabilité des informations recueillies avec les outils/expérimentations déployés territorialement en complément

OPERATION 3. Créer et déployer des outils de mise en relation et d'information entre producteurs et consommateurs

OPERATION 3.1 Expérimentation d'une application mobile dédiée à l'étude des relations producteurs-consommateurs

Maître d'ouvrage de l'Opération : Université de la Rochelle, Laboratoire CEREGE

Équipe dédiée au pilotage de l'Opération: Deux maîtresses de conférences de l'université de La Rochelle, Mme Catherine HERAULT-FOURNIER et Mme Aurélie MICHAUD-TREVINAL, appui du/de la doctorant.e de l'action « Observatoire »

Partenaires impliqués dans l'Action :

L'application mobile « mon panier connecté » a été développée dans sa première version dans le cadre du programme de recherche Dyal Connect (Dynamique Alimentaire Connectée), dans l'objectif de tester les conséquences de la mise en place d'une application mobile de mise en relation des producteurs et des consommateurs sur un territoire donné.

Les modalités principales de cette application co-construite avec la chambre d'agriculture de Charente Maritime sont : la localisation des points de vente, l'accès à une fiche descriptive du point de vente (produits vendus et horaires d'ouverture), et surtout l'envoi de notifications concernant les actualités de la ferme ou du point de vente par les producteurs en fonction de critères choisis par les consommateurs. Ainsi, l'application renvoie à des attendus propres à chaque protagoniste :

En tant que consommateurs

1. L'application permet d'identifier rapidement les lieux de vente de produits locaux près de chez moi ou sur mes trajets réguliers.
2. Je reçois des suggestions sur des événements, ou des produits en lien avec l'actualité des points de vente et/ou des producteurs.
3. Je reçois uniquement des informations qui correspondent à mes besoins et à mon profil

En tant que producteurs

- Je peux informer les consommateurs d'événements particuliers, apporter des informations
- Je simplifie l'accès à mon point de vente.

En tant que territoire

1. La mise à jour et l'actualisation des données est simple et réalisable par tous les producteurs
2. L'application favorise les déplacements des consommateurs dans les magasins et chez les producteurs
3. L'application permet de créer du lien entre les producteurs et les consommateurs

Une première expérimentation de ce dispositif pourrait être envisagée sur le territoire de l'agglomération de la Rochelle au premier semestre 2022, afin d'observer et comprendre si les acteurs s'emparent de l'outil, pourquoi ? comment ? et ainsi étudier la bonne relation entre producteurs et consommateurs.

Cette démarche d'expérimentation et de recherche doit être construite dans le temps. Plusieurs phases sont envisagées pour le démarrage :

1^{er} semestre 2022 :

Janvier :

Communication vers les producteurs et les consommateurs du territoire de la CDA de la Rochelle et des communautés de communes voisines sur l'existence de l'application

Janvier-Mars :

Observation de l'adoption « spontanée » de l'outil (nombre de producteurs et de consommateurs inscrits)

Avril : en fonction des résultats de la première phase : prise de contact avec les producteurs intéressés pour utiliser l'application, accompagnement et échanges sur leurs freins et motivations. Accompagnement à la mise en œuvre concrète

Avril-Juin : Suivi des utilisateurs de l'application, rencontres, échanges et diagnostic des points positifs et négatifs de l'outil. Entretiens semi-directifs avec les consommateurs et les producteurs utilisateurs. Analyses des ressentis et perspectives d'évolutions.

2nd semestre 2022 :

Juillet-Décembre : Développement de l'application au regard des résultats de la première phase de test.

Phase 2- Elargissement de l'expérimentation sur les territoire d'alliance

En fonction des résultats de la phase 1, des réajustements pourront être réalisés quant au procédé de mise en relation afin d'élargir l'expérimentation sur une échelle plus grande. Une nouvelle fois, l'objectif visé n'est pas de forcer l'utilisation d'un nouvel outil (alors qu'il en existe déjà... trop), mais bien au travers une expérimentation accompagnée et suivie par des travaux de recherche, d'observer et de comprendre comment et pourquoi un outil numérique de mise en relation des producteurs et des consommateurs sur un territoire donné va être perçu par les acteurs.

Cette démarche pourrait ainsi être reconduite pendant les 5 années du programme en ajoutant chaque année des questions spécifiques, notamment sur les impacts environnementaux de l'application.

OPERATION 3.2 Développement d'un dispositif numérique de relation producteurs-consommateurs

Maître d'ouvrage de l'Opération : Université de la Rochelle, Laboratoire CEREGE

Équipe dédiée au pilotage de l'Opération: Deux maîtresses de conférences de l'université de La Rochelle, Mme Catherine HERAULT-FOURNIER et Mme Aurélie MICHAUD-TREVINAL, appui du/de la doctorant.e de l'action « Observatoire »

Partenaires impliqués dans l'Action :

Développement d'un outil numérique : Plateforme Territoriale « Alimentation Zéro Carbone » répondant à plusieurs objectifs :

- Récouter les informations liées aux parcours d'achat des consommateurs en lien avec la demande locale, en lien avec les autres labels et étiquettes environnementales ;
- Partager les bonnes pratiques et développer un outil commun pour optimiser la rencontre avec les consommateurs et ainsi créer de nouvelles synergies et opportunités d'affaires ;
- Permettre le déploiement des démarches de valorisation des produits locaux sur le territoire et assurer leur pérennité en fédérant les acteurs de l'alimentation locale bas carbone (producteurs, acteurs de la logistique) tout en respectant leur spécificité ;
- Structurer une base de données partagée par les différents animateurs locaux de l'alimentation locale bas carbone. L'objet est ici de renseigner une série d'indicateurs permettant d'avoir une vision sur les actions des producteurs et quantifier l'évolution de la valorisation de leurs produits locaux. A terme, la plateforme ouvrira son interface à l'agrégateur carbone pour valoriser les actions de réductions des entreprises et autres structures.

Afin de favoriser le déploiement de cette action, il est prévu l'embauche d'un animateur dédié. Ce recrutement permettra de soutenir le développement de l'outil, avec pour finalité sa pérennisation. L'animateur a un rôle primordial dans la mise en œuvre et le déploiement de l'action. Réel facilitateur territorial, il mobilise les acteurs et les fait se rencontrer via des événements fédérateurs. Il a pour missions :

- D'identifier les outils existants et leurs spécificités;
- De gérer une campagne d'information et de sensibilisation afin que les acteurs économiques s'approprient les enjeux d'un outil numérique sur l'alimentation locale bas carbone et soient encouragés à s'engager dans cette démarche.
- De réaliser des animations collectives (ateliers de formation / partage d'expériences).

Cette animation se fera sous le pilotage du maître d'œuvre, et en partenariat avec le/la doctorant.e de l'action « Observatoire ».

OPERATION 3.3. Création et déploiement d'un observatoire sur les produits alimentaires locaux

Maître d'ouvrage de l'Opération : Université de la Rochelle, Laboratoire CEREGE

Équipe dédiée au pilotage de l'Opération: Deux maîtresses de conférences de l'université de La Rochelle, Mme Catherine HERAULT-FOURNIER et Mme Aurélie MICHAUD-TREVINAL, appui du/de la doctorant.e de l'action « Observatoire »

Partenaires impliqués dans l'Action :

L'action est construite autour de deux opérations :

Création d'un Baromètre du territoire

Cette opération se décompose en deux opérations :

- La poursuite du Baromètre des achats locaux et sa pérennisation
- La création et la mise en place d'une plateforme numérique locale visant à prendre le relais de ce Baromètre

La poursuite du Baromètre des achats locaux et sa pérennisation

Le Baromètre des achats alimentaires locaux, créé en juillet 2019, est un rendez-vous annuel qui éclaire sur les achats de produits locaux et sur l'utilisation du numérique dans ces achats. Il mesure l'évolution de la part des produits locaux dans le budget **des Français**, la nature des produits achetés et les modalités d'achats de ces produits. Il offre un focus particulier sur la place et le rôle des outils numériques dans l'approvisionnement en produits locaux. Ainsi, il montre que l'achat en ligne a augmenté de 7 points entre 2019 et 2021.

Ce baromètre a pour objectifs de :

- Mesurer les évolutions concernant l'approvisionnement en produits locaux des français ;
- Identifier la place et le rôle des outils numériques dans ces stratégies d'approvisionnement ;
- Donner aux acteurs de terrain une vision dynamique des grandes tendances identifiées par le baromètre pour les guider dans la mise en place d'outils adaptés aux problématiques d'approvisionnement des acheteurs de produits locaux.

Cette étude annuelle menée depuis 2019 a été initiée dans le cadre du programme de Recherche DYAL Connect, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de Charente Maritime et la Région Nouvelle Aquitaine.

- 2019: Enquête en ligne réalisée par un institut panéliste en juillet auprès de 2008 personnes représentatives de la population des 18 ans et plus selon la méthode des quotas (3 critères de représentativité: Genre, âge et répartition géographique).
- 2020 : Edition spéciale COVID réalisée en avril 2020 pendant la période de confinement auprès de 2055 personnes représentatives de la population des 18 ans et plus selon la méthode des quotas (3 critères de représentativité: Genre, âge et répartition géographique).
- 2021 : Enquête en ligne réalisée par un institut panéliste en juillet auprès de 2039 personnes représentatives de la population des 18 ans et plus selon la méthode des quotas (3 critères de représentativité : Genre, âge et répartition géographique).

D'une durée approximative de quinze minutes, le questionnaire comporte trois parties: Les premières questions permettent d'identifier les acheteurs de produits alimentaires locaux. Les questions suivantes s'adressent uniquement aux acheteurs de produits locaux pour comprendre leurs pratiques d'achat. Une dernière partie, posée uniquement aux acheteurs de produits locaux utilisant le numérique permet de préciser la manière dont ils utilisent ces outils pour se renseigner et/ou acheter des produits locaux.

Le Baromètre apporte des connaissances objectives sur les pratiques d'achat de produits alimentaires locaux et l'utilisation des outils numériques par les consommateurs. Il explore la manière dont ces outils viennent transformer le lien entre producteurs et consommateurs et a pour objectif final de proposer des recommandations pour permettre une utilisation optimum du numérique au service des différents acteurs de la valorisation des produits alimentaires locaux. Ces transformations ayant lieu sur le long terme l'observation des pratiques de manière longitudinale apparaît particulièrement importante.

Cette opération vise à **pérenniser** le baromètre des achats alimentaires locaux afin de mesurer l'évolution des pratiques.

La création et la mise en place d'une plateforme numérique locale visant à prendre le relais de ce Baromètre

L'ambition du projet est de créer sur cette base, un Baromètre du territoire LRTZC qui soit un réel outil au service du pôle métropolitain et des territoires d'alliance, en mettant la participation citoyenne au centre de l'action et en lien étroit avec l'axe « Plateforme et gouvernance des données ».

En effet, le déploiement du Baromètre des achats de produits locaux, permet de produire des données objectives et longitudinales sur les achats, cependant, trois limites peuvent être posées au déploiement unique de cet outil : 1) les données sont collectées sur le territoire français, et ne peuvent prendre en compte le territoire dans ses spécificités ; 2) les données sont collectées par un institut de panels qui n'est pas lié à l'action LRTZC (notamment en ce qui concerne le pilotage de données numériques en open source, ou l'enjeu 0 carbone) ; et 3) il ne mesure pas les actions des producteurs. De manière générale, les panélistes n'arrivent pas à enquêter le secteur primaire, et de façon spécifique, les agriculteurs et producteurs sont des acteurs extrêmement difficiles à contacter pour des recherches, et donc ils ne sont pas représentés.

Ainsi, se posent des enjeux :

- De représentativité des acteurs du territoire LRTZC et territoires d'alliance ;
- De production de données locales sur les acteurs du territoire : consommateurs mais aussi producteurs, qu'ils soient engagés ou non dans les démarches bas carbone ;
- D'accès et de coût de la production de données : actuellement, le moyen le plus facilitant pour rencontrer les producteurs est le face-à-face sur leur lieu de travail, ce qui génère des coûts en temps de ressource humaine et coûts de transport.
- De pilotage de ces données territoriales collectées selon un mode *privacy by design* et gérées en *open source*, en association avec l'axe « plateforme et gouvernance des données » pour une véritable gouvernance.

C'est pourquoi cette opération a pour but de surmonter ces limites en créant un réel lieu de collecte et production de données, qui permette des *focus groups*, des panels de consommateurs et de producteurs. Cette opération vise ainsi à concevoir un outil d'aide à la décision qui ne se base pas simplement sur l'expression citoyenne, mais qui repose sur la participation concrète des acteurs, à l'échelle du pôle métropolitain.

Les données produites, réellement représentatives du territoire, et de manière longitudinale, permettront de proposer des recommandations afin que les consommateurs et les acteurs de la valorisation des produits alimentaires locaux se rencontrent, au service d'un projet de transition agro-écologique et alimentaire sur le territoire LRTZC.

Création d'un observatoire

- Face à la diversité des acteurs et des structures impliqués dans la valorisation des produits alimentaires locaux, l'observatoire permet aux acteurs de s'identifier et de se rencontrer à travers l'organisation de journées d'échanges et de valorisation des études réalisées.
- L'observatoire des produits alimentaires locaux rend compte des travaux menés sur les achats de produits alimentaires locaux, notamment les résultats du baromètre des achats de produits alimentaires locaux et du rôle du numérique.

Un benchmark des observatoires français portant sur l'alimentation et sur le développement durable a été initié en 2021. Il met en exergue les facteurs clés de succès et permet ainsi à La Rochelle d'ancrer son projet d'Observatoire des produits alimentaires locaux sur ces retours d'expérience et d'être force de propositions en matière d'outil territorial innovant de mise à disposition d'informations publiques et privées du territoire sur les produits alimentaires locaux.

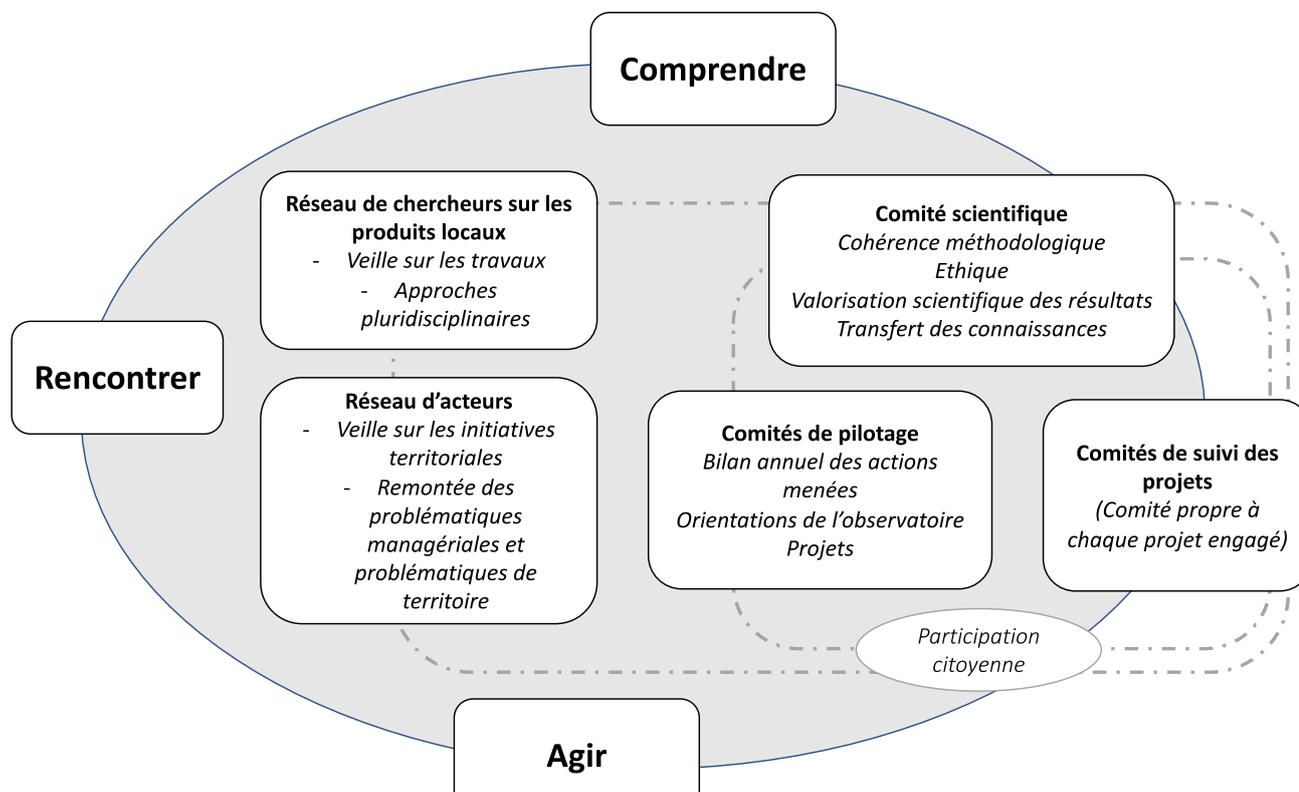
Des discussions ont également été initiées avec des acteurs d'autres territoires (Cap Digital, PICOM de Lille, SCOP Les Coursiers Nantais, Chemin des Mûres) qui pourront donner lieu à des échanges fructueux.

Ainsi, l'observatoire est une instance informelle de rencontre des acteurs impliqués dans l

a valorisation de produits alimentaires locaux, sur le territoire LRTZC et également des territoires d'alliance.

L'identification et la rencontre des acteurs du territoire qui souhaitent partager leurs connaissances et leurs compétences sur les circuits de proximité. Cette rencontre se fait :

1. Lors de journées d'échanges et de valorisation des études réalisées, de façon pluriannuelle
2. Par la contribution au Baromètre du territoire, par la participation concrètes des membres et
3. Par un site internet ressource animé par le maître d'œuvre de l'action en lien avec la méta-plateforme de données conçue par l'axe « plateforme et gouvernance des données ».



Réseaux d'acteurs « alimentation locale bas carbone » ; il s'agit de fédérer les réseaux existants, par exemple le Réseau régional des Circuits Courts (www.reseauccpc.org), ou le réseau de « sentinelles » d'aquitaine.

Réseau de chercheurs « alimentation locale bas carbone » : 5 chercheurs de sociologie, économie, gestion, marketing coordonnent depuis 2018 leurs activités d'enseignement et de recherche. Les acteurs peuvent les contacter s'ils souhaitent proposer des sujets de travaux aux étudiants (stages, mémoires, projets collectifs) ou des partenariats avec des chercheurs (valorisation de données, accompagnement méthodologique, réponses à appels d'offre) notamment grâce au site <http://dyaconnect.fr> qui décrit les chercheurs impliqués et leurs compétences. L'observatoire est à l'initiative de ce réseau, mais dépassera ensuite ce cadre.

Comité de pilotage : l'ensemble des membres de ces réseaux se réunissent une fois par an pour partager un bilan des actions réalisées et donner une orientation aux travaux à venir.

Comités d'étude : pour chaque travail particulier, il est possible de rassembler une diversité d'acteurs et chercheurs qui suivent chaque étude le temps de sa réalisation.

Comité scientifique : il est constitué de chercheurs. Les travaux sont notamment accessibles via le site internet, hébergé dans un premier temps par l'Université de La Rochelle. Le contenu est sélectionné par un comité scientifique selon une double règle de transparence de l'origine de la connaissance et d'explicitation de la méthode utilisée pour la constituer.

Méthodes de travail avec les autres axes de LRTZC :

Des liens seront créés avec les axes « Tourisme durable », et « Plateforme et gouvernance des données ».

Parmi les 11 cas d'usages imaginés par l'axe « plateforme et gouvernance des données », l'alimentation locale bas carbone n'apparaît pas.

Il s'agit donc de travailler en étroite collaboration avec l'axe pour que ce champ soit inclus dans l'inventaire des données territoriales et qu'elles puissent ainsi prendre en compte les dispositifs et les acteurs de l'alimentation de proximité.

La concertation se fera également pour que l'on puisse garantir une anonymisation des données dans tout le processus de recherche scientifique.

Vu que la méta-plateforme de données a vocation à collecter des données, mais qu'il n'est pas attendu qu'elle duplique les informations du territoire, elle pourra ainsi concevoir des indicateurs dédiés. Il est notamment envisagé que l'axe « plateforme et gouvernance des données » finance l'APIsation de systèmes d'information des producteurs de métiers concernés.

Il sera donc nécessaire d'accorder les calendriers de cette opération avec le calendrier de cet axe.

Même si des liens sont identifiés et qu'une collaboration concrète est nécessaire, cette action nécessite des moyens complémentaires et génère des coûts spécifiques, qui ne peuvent pas être pris en charge par les autres actions.

OPERATION 3.4 Création et animation d'une chaire 'locale' sur l'observation des comportements autour de l'alimentation locale engagée

Maître d'ouvrage de l'Action : Université de la Rochelle, Laboratoire CEREGE

Équipe dédiée au pilotage de l'Action :

- Deux maîtresses de conférences de l'université de La Rochelle, Mme Catherine HERAULT-FOURNIER et Mme MICHAUD-TREVINAL
 1. Création de la Chaire LOCALE sur l'alimentaire local bas carbone. Cette opération sera pilotée par une équipe d'enseignant.es-chercheur.es et un.e ingénieur.e d'études (création d'1 ETP)
 2. Animation et fonctionnement de la Chaire. Cette opération sera pilotée par un.e enseignant.e-chercheur.e accompagné.e d'un.e doctorant.e. et l'ingénieur.e d'études qui a participé à la création et qui est redéployé.e sur son fonctionnement.

Partenaires impliqués dans l'Action :

Afin d'accompagner le territoire avec une vision systémique dans le cadre d'une alimentation 0 carbone, il est nécessaire d'organiser la rencontre entre tous les acteurs, en permettant la participation concrète des citoyens dans la définition des projets et dans les processus de décisions liés à l'alimentation locale bas carbone.

Cela implique en premier lieu de connaître concrètement quelles sont les préoccupations environnementales et locales des citoyens, la compréhension par les consommateurs des différents labels (bio, local, éthique...), leurs achats alimentaires locaux et leurs comportements (parcours d'approvisionnement, utilisation de dispositifs de commercialisation...). Cela implique dans le même temps de comprendre les acteurs de l'offre alimentaire de proximité 0 carbone : les dispositifs mis en place, leur structuration et leurs moyens de rencontrer la demande.

Cette action poursuit l'ambition de fédérer au sein **d'une Chaire**, les chercheurs et les acteurs du territoire autour des données recueillies par l'observatoire des produits locaux afin de **proposer des actions concrètes de mise en relation** des consommateurs et fournisseurs de produits alimentaires locaux. La Chaire est un **dispositif de recherche et d'expérimentation sur un temps long, associant des laboratoires de premier plan, des acteurs économiques et des partenaires de l'urbain**.

L'ambition du projet est ainsi de **capitaliser** sur les différentes actions développées au sein de l'axe « transition agro-alimentaire » pour les dupliquer dans d'autres contextes territoriaux et à l'international.

Les enjeux qui se posent sont la concrétisation des réflexions issues des données produites par l'Observatoire dans des actions de mise en relation de la demande des consommateurs et de l'offre alimentaire de proximité bas carbone.

Cette action a pour but de répondre à ces enjeux en créant un réel lieu d'expérimentations, d'actions et de valorisation des résultats obtenus au travers d'études menées avec les acteurs du territoire LRTZC et territoires d'alliance.

Il s'agit ainsi de concevoir des actions qui ne se basent pas simplement sur l'expression citoyenne, mais qui reposent sur la participation concrète des acteurs. Les résultats de ces actions menées sur le territoire, sont issues des recommandations des actions 3.1 et 3.2., au service d'un projet de transition agro-écologique et alimentaire sur le territoire LRTZC.

Les objectifs de la chaire sont de :

– Concevoir et expérimenter de nouveaux outils basés sur la mobilisation de données gérées de façon durable pour une rencontre optimale de l'alimentation locale bas carbone. En ce sens, elle vise à produire des réponses intégrées, à la fois techniques, économiques, sociétales et culturelles.

– Créer un cadre de collaboration permettant de relever des défis communs du 0 carbone dans l'alimentation, tels que la saine gestion de la propriété des données, le partage des valeurs économiques et sociétales générées, le retour d'expérience partagé et la capitalisation à partir de dynamiques communes d'innovation sur des cas d'usages menés en commun.

La Chaire est une chaire ouverte sur la société puisqu'elle intègre un volet formation, un volet relations au citoyen et elle s'accompagne d'une dissémination des travaux. Spécifiquement, l'action est construite autour de :

- Le Baromètre du territoire LRTZC, qui est un réel outil au service du territoire et des territoires d'alliance, en partenariat, permettant de créer et mettre à disposition de tous, des données sur les consommateurs et les producteurs locaux en mettant la participation citoyenne au centre de l'action et en lien étroit avec l'axe « Plateforme et gouvernance des données ».
- L'Observatoire des produits alimentaires, qui permet aux divers acteurs et multiples structures impliqués dans la valorisation des produits alimentaires locaux, de s'identifier et de se rencontrer et de proposer des actions concrètes. Il rend compte des travaux menés sur les achats de produits alimentaire locaux, notamment les résultats du baromètre des achats de produits alimentaires locaux et du rôle du numérique.

Structuration recherche de la chaire :

Elle est structurée autour d'un projet socle et de deux projets de recherche sur des cas d'usages :

- Projet Data et alimentation locale bas carbone projet socle, il permettra de capitaliser/mutualiser les connaissances acquises dans les différents cas d'usages. L'objectif est de développer une proto-méthode de l'analyse des données recueillies dans l'Observatoire et de l'interaction des acteurs impliqués.
- Projet expérimentation numérique : un cas d'usage autour du développement d'un outil numérique de rencontre producteurs-consommateurs.
- Projet commerce : un cas d'usage autour de la soutenabilité des formes de commerce physiques à partir de données captées auprès de consommateurs dans le territoire.

La Chaire regroupe les réseaux d'acteurs et de chercheurs identifiés dans l'observatoire. Elle se pense également comme un pont entre les connaissances scientifiques et les compétences professionnelles et citoyennes. C'est pourquoi elle met au cœur de son activité de capitalisation et de partage trois objectifs liés à la formation afin de favoriser les relations étudiants- entreprises-territoire 0 carbone :

- Former aux enjeux des données consommateurs dans le territoire 0 carbone, y compris dans une perspective internationale.
- Appréhender conjointement les verrous techniques, sociaux, éthiques qui forment la complexité des échanges de données dans la relation consommateurs-entreprises.

- Croiser les publics (d'étudiants, de chercheurs et jeunes chercheurs et d'acteurs des secteurs privés et publics) autour de cas d'usage et d'objectifs communs.

Les actions menées dans le cadre de l'aspect « formation » de la chaire sont par exemple :

- L'organisation de séminaires thématiques impliquant les acteurs, les corps professoraux et les élèves.
- La visite des entreprises partenaires pour sensibiliser les élèves au sujet de la commercialisation des produits locaux et au besoin de données.
- La réalisation par les étudiants d'études de cas, de projets tutorés, liées aux métiers identifiés.
- Le co-encadrement des projets d'élèves.
- Des interventions pédagogiques dans les cours.

Méthodes de travail avec les autres axes de LRTZC :

Outre la complète concertation avec les autres actions de l'axe, il s'agit de travailler en étroite collaboration avec l'action « Création d'une culture partagée » pour une fertilisation croisée des actions entreprises.

Même si des liens sont identifiés et qu'une collaboration concrète est envisagée avec le Lab' « Citoyens et parties prenantes », cette action nécessite des moyens complémentaires et génère des coûts spécifiques, qui ne peuvent pas être pris en charge par les autres actions.

OPERATION 4. Faciliter la consommation de protéines végétales, en encourageant les préparations à base de légumes secs et de P.P.A.M

Maître d'ouvrage de l'Opération : IEMPI

Équipe dédiée au pilotage de l'Opération:

Partenaires impliqués dans l'Action : Mutuelles

50 % de la viande bovine, et 60 % de la viande de volaille servies en restauration hors domicile sont importées tandis que le consommateur achète de plus en plus de viandes ou de préparations végétales ultra transformées. Il est à la fois prioritaire d'encourager une consommation de protéines plus variée et qualitative. Il s'agira ici de diversifier les sources de protéines dans le cadre d'une alimentation diversifiée et équilibrée, en cohérence avec les recommandations du Programme National Nutrition Santé (PNNS) et de Santé Publique France.

L'IEMPI (Institut d'Endobiogénie Médecine Préventive Et Intégrative) a l'ambition de donner du sens à la filière de production alimentaire, mais aussi des plantes médicinales, et, grâce à ses compétences dans l'approche scientifique intégrative, de permettre d'afficher de la cohérence et de la dynamique motivant les différents acteurs à favoriser une assiette décarbonée, appétante et remplie de santé dans le quotidien des habitants de la CDA.

Opération 4.1. WEBINAIRES *en classe virtuelle d'1h30, déclinés par saison et selon un axe prévention/santé*, animés par des médecins formés à l'approche intégrative. Voici quelques thèmes proposés :

- Les bonnes habitudes alimentaires de l'hiver
- Allergies, environnement et bas carbone
- Trucs et astuces pour garder la pêche en automne
- Soleil et santé : l'alimentation décarbonée de l'été
- Prévention par l'alimentation décarbonée

→ 2 webinaires seront organisés en 2022 puis 6 par an à partir de 2023.

Opération 4.2 : CONFERENCE PRESENTIELLE *de 3h* animée par un ou deux médecins formés à l'approche intégrative et pour laquelle nous envisageons de sensibiliser environ 300 personnes. Exemple de thème proposé : Les clés de l'alimentation santé préventive bas carbone

→ 1 conférence par an sera organisée à partir de 2023.

En option, il est possible d'organiser 2 conférences par an sous réserve d'un appui logistique (réservation de salle, mise à disposition, diffusion et « commercialisation » de l'action auprès du public) par un tiers du territoire acteur du projet.

Opération 4.3- CREATION DE CAPSULES VIDEO

Afin de diffuser et relayer l'information sur le web et réseaux sociaux, l'IEMPI créera des capsules vidéo présentant des recettes de cuisine de saison, décarbonée et respectueuse de la santé avec un binôme médecin de famille/cuisinière(e) de maison. Les recettes concoctées seront faites à partir de produits locaux, de saison, si possible biologiques ou en circuits courts. Elles seront préalablement validées puis commentées par un médecin formé à l'approche intégrative sur l'intérêt santé des associations et produits utilisés.

Ces capsules pourront ensuite être mise à disposition des acteurs et utilisées sur les actions de sensibilisation et de formation.

→ 2 capsules (comprenant la création d'une entrée, d'un plat et d'un dessert) seront créées chaque année à partir de 2023 pour couvrir à terme les 4 saisons avec plusieurs plats déclinés par saison.

L'intégration de ces actions dans le cadre du programme LRTZC favorise l'accès de la population à de la sensibilisation à la fois en faveur de la santé et de l'assiette décarbonée et sur le plus gros poste d'émission de gaz à effet de serre.

Pour l'ensemble des actions présentées ci-dessus, il sera primordial que les acteurs du LRTZC soit des relais majeurs de l'information et de ces évènements.

Le concours de la cellule d'animation du programme de l'agglomération est également sollicité pour démarcher aux côtés de l'IEMPI les mutuelles, acteurs majeurs à mobiliser pour faire levier et démultiplier l'action.

Opération 4.4. SENSIBILISATION GRAND-PUBLIC /Format expérimental

Elles se tiendront sur un format de 2 jours, au printemps, et porteront sur l'alimentation familiale :

- Une journée dédiée à apprendre à bien se nourrir, être préventif en fonction de ses fragilités (immunité, inflammation...) et en fonction des trois grandes périodes de vie (enfance, adulte, vieillesse)
- Une seconde journée dédiée à de la cueillette alimentaire dans le marais de Tasdon, encadrée par un professionnel

→ 1 formation par an à compter de 2023

Opération 4.5 LES FORMATIONS EN DIRECTION DES PROFESSIONNELS

Elles se tiendront sur un format de 2 jours, et porteront sur les arguments clés à utiliser par les professionnels pour s'adresser au consommateur et proposer des idées de transformation.

- Intérêt santé grâce à une alimentation décarbonée riche et variée
- Intérêts santé de la cuisson douce, cuisson chimique, lactofermentation

→ 1 formation par an à compter de 2023

OPERATION 5 Sensibiliser les consommateurs sur les enjeux de notre modèle agricole et alimentaire et l'impact de leur choix de consommation sur le climat et leur donner les leviers d'une assiette moins carbonée.

Maître d'ouvrage de l'Opération : C.F.U

Équipe dédiée au pilotage de l'Opération:

Partenaires impliqués dans l'Action : Terres de liens, Communauté d'Agglomération de la Rochelle, Coopérative CARbone

Le projet consiste à se former au sein du CFU à l'animation d'un nouvel outil de sensibilisation sur les enjeux du système agricole et alimentaire - "La Fresque Agri-Alim" - et à organiser ensuite des ateliers à destination des citoyens et autres acteurs du territoire afin de les aider à mieux comprendre les enjeux de notre modèle, se rassembler et échanger sur les solutions et actions à mener pour réduire l'impact de notre alimentation.

La Fresque Agri-Alim' est un atelier participatif accessible à tous, novices comme connaisseurs, développé en s'inspirant de la pédagogie de la Fresque du Climat. Elle s'appuie sur plus de 150 documents de référence et bénéficie du soutien de l'ADEME dans la validation scientifique de l'atelier ainsi que dans sa diffusion.

Créée il y a 1 an, elle a permis de sensibiliser à date plus de 800 personnes ainsi que des acteurs tels que AgroParisTech, UniLasalle, Danone, La Ruche Qui Dit Oui, Fermes d'Avenir, Deloitte et 70 personnes ont été formées à l'animation des ateliers.

Deux formats existent et peuvent être envisagés selon les événements et cibles :

- le format "atelier complet" : atelier de 3h avec une vingtaine de personnes pour bien appréhender tous les enjeux et interagir,
- un format "court" de type quizz (20-30min) en cours de construction, plus adapté pour sensibiliser à plus grande échelle et sur un temps plus court.

Les deux formats pourraient être utilisés par le CFU pour sensibiliser des publics différents, sur des moments différents : format court sur un stand lors du Festival des 48h de l'agriculture urbaine par exemple pour cibler les citoyens, atelier complet avec des élus et responsables des sujets agriculture/alimentation ou des lycéens par exemple.

Pour ce faire, le CFU envisage :

- de se former aux outils de la Fresque Agri-Alim et à l'animation de ces outils (la formation pourrait être réalisée avec d'autres partenaires intéressés (Coopérative Carbone ? CDA ? Terre de Liens ?... - à déterminer)
- de réaliser des ateliers sur le territoire

Plus d'informations sur la Fresque Agri-alim : <https://fresqueagrialim.org>

Plus d'informations sur la Fresque du Climat : <https://fresqueduclimat.org>

Calendrier et phasage :

1. Se former au sein du CFU à la Fresque Agri-Alim' et à son animation

> Méthode :

- Formation d'1 jour. La formation pourrait être réalisée avec d'autres partenaires intéressés.
- Coordination avec les partenaires pour l'organisation de la formation.

> Calendrier : 3ème trimestre 2022 (dès obtention du budget dans le cadre de cette fiche action)

2. Organiser et tester des premiers ateliers Fresque Agri-Alim'

> Méthode :

- Organisation d'ateliers Fresque Agri-Alim, notamment lors des 48h de l'agriculture urbaine (événement organisé par le CFU) ou autres événements liés à l'alimentation durable (festival AlimenTerre...) : 2 ateliers court sur un stand à destination du grand-public / 1 atelier "complet" de 3h (cible : élus / "ambassadeurs" du sujet) / 1 atelier lycéens-étudiants

- Réalisation d'une enquête de satisfaction et de suivi de l'impact chez les participants

- Réalisation d'un bilan et partage avec la CDA / communes

> Calendrier : 2e semestre 2022 et 1er semestre 2023

3. Déployer les ateliers sur le territoire en lien avec les communes, si outil jugé pertinent (suite au bilan de l'étape 1) - à partir du 2e semestre 2023

> Méthode :

- Former des ambassadeurs à l'utilisation de l'outil dans les communes

- identification des “ambassadeurs” à former au sein des communes (personnes qui organiseront et animeront des Fresques dans leur commune pour les citoyens)
- formation des ambassadeurs à l’outil et à l’animation de la fresque

- Organiser des fresques Agri’alim pour les citoyens dans les communes

- co-organisation de Fresque agri-alim avec les communes (AMO ou simple intervention ponctuelle selon les besoins des communes) : format quizz 20-30min sur un stand à destination du grand-public / atelier “complet” de 3h / atelier lycéens-étudiants

	Calendrier (durée et jalons des tâches) A FAIRE					
	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<i>Opération 1</i>		CDD 1 an (mutualisé op 1 et 2)				
<i>Opération 2</i>						
<i>Opération 3.1</i>	Phase de test et accompagnement sur le terrain : territoire CDA	Expérimentation élargie LRTZC + parc naturel Marin	Expérimentation élargie LRTZC + parc naturel Marin et Naturel du Marais Poitevin	Expérimentation élargie au pôle métropolitain		
<i>Opération 3.2</i>	Communication et sensibilisation des acteurs	Développement de l'outil territorial				
<i>Opération 3.3</i>						
<i>Opération 3.4</i>						
<i>Opération 4.1</i>	2	6	6	6	6	6
<i>Opération 4.2</i>		1	1	1	1	1
<i>Opération 4.3</i>		2	2	2	2	2
<i>Opération 4.4</i>		1	1	1	1	1
<i>Opération 4.5</i>		1	1	1	1	1
<i>Opération 5.</i>	Formation des animateurs	Lancement d'un ou plusieurs test grandeur nature Identification et formation des ambassadeurs	déploiement	déploiement	déploiement	déploiement
Dimension(s) innovante(s) par rapport à l'état de l'art	En ce qui concerne l'identification des points de rencontre consommateurs, la mise en commun des moyens techniques et humains des différents partenaires (Organismes de développement agricole, collectivités, acteurs du tourisme...) dans un objectif partagé de valorisation des circuits courts est une démarche innovante.					

Intégrer la dimension de la santé au sein du projet territoire zéro carbone

Apporter de l'éducation à l'alimentation santé pour la population et les professionnels de la totalité de la filière (du producteur au consommateur devenu acteur)

Analyse des risques (juridiques notamment) et plan de gestion des risques

Risque	Proba	Impact	Plan de mitigation
L'accès aux données des entreprises : données numériques issues des outils mis en place (site internet, application, réseaux sociaux)	Fort	Fort	Inscrire cet objectif dans les conventions avec les acteurs. Garantir l'anonymisation des données. Développer un outil le plus simple d'utilisation possible. Développer des modes d'administration des enquêtes plus facilitantes.
La non-adoption de l'application par un nombre suffisant de producteurs	Moyen	Fort	La projection sur 5 ans et l'accompagnement des acteurs sur le territoire participe à une compréhension des freins et des motivations à l'adoption. La non-adoption de l'outil est un résultat en soi. L'important étant d'en comprendre les ressorts : ce qui est notamment l'objectif de l'expérimentation.
La démultiplication des sollicitations des agriculteurs	Fort	Fort	Assurer une coordination entre les services du Département et de l'Université afin de planifier les actions, rechercher les complémentarités dans les collectes, harmoniser les codages et assurer l'interopérabilité
La réussite de la sensibilisation est en partie conditionnée par le relais d'informations et la mobilisation réalisée par les autres partenaires et acteurs du territoire et du programme.	Moyen	Moyen	La coordination globale de l'opération permet la collaboration entre des acteurs aux compétences et aux ressources complémentaires. La démarche suit une méthode itérative pour atteindre l'objectif
L'effet levier attendu par l'entrée des mutuelles dans le dispositif de sensibilisation est dépendant de l'implication de la cellule d'animation du programme sur cette action.	Moyen	Moyen	La coordination globale de l'opération permet la collaboration entre des acteurs aux compétences et aux ressources complémentaires. La démarche suit une méthode itérative pour atteindre l'objectif
(Fresque) Peu d'outils de sensibilisation participatifs sur la thématique : le programme reste « abstrait » pour les habitants			
(Fresque) Les Communes ne s'approprient pas l'outil	Moyen	Important	Il conviendra d'intégrer des représentants d'élus dans les premiers ateliers

Méthode de suivi et évaluation de l'Action

Le système d'évaluation et des indicateurs du projet LRTZC se base sur le cadre méthodologique de la norme ISO 37101. Au-delà de l'impact carbone présenté en haut de cette page et compte tenu du caractère systémique les différents indicateurs sont à retrouver au point 5.1 du dossier de candidature.

PLAN DE FINANCEMENT INDICATIF

Opération	Bénéficiaire de la subvention	Coût total de l'opération €	Co-financements	Montant demandé	Intensité d'aide (en %)
Opération 1	Chambre d'agriculture	48000	14 400 CD17	19 200	40 %
Opération 2	Chambre d'agriculture				
Opération 3.1	Université de la Rochelle	245 000	150000	95000	
	Temps de recherche,	95 000			
	Développement application mobile	5 000*4			
		20 000			
	Prestation de service pour l'administration d'enquête consommateurs et producteurs	55 000			
	Prestation de service pour analyse des données (datas issues de l'application mobile)	75 000			
Opération 3.2	Université de la Rochelle	320 000		130 000	
	Temps de recherche	95 000			
	Ingénieur recherche (animateur) sur 5 ans	30 000*5 = 150 000			
	Prestation de service pour analyse des données (datas issues de l'outil numérique)	75 000			
Opération 3.3	Université de la Rochelle	167 500		57 500	
	BAROMETRE				
	Stages 6 mois *5	30 000			
	Administration site Dyal Connect	5 000			
	Sous-traitance	17 500			

	panel en ligne				
	Ingénieur d'étude (IE)	30 000			
	Temps de recherche Enseignant.e Chercheur.e (EC) – valorisation des résultats	30 jours *500 euros*5 années 75 000			
	Moyens de fonctionnement (bureau IE, matériel...)	2 000*5 années 10 000			
	Université de la Rochelle	580 000		240000	
	OBSERVATOIRE				
	Thèse de doctorat	30 000 *3 ans 90 000	90 000	0	
	Développement et gestion site	25 000	10 000	15 000	
	Actions de sensibilisation et communication auprès des acteurs	5 000	0	5 000	
	Création du panel	150 000	(Banque des territoires) 90 000	60 000	
	Production de données de qualité longitudinales (échantillons représentatifs- 300 à 400 producteurs*5 ans)	60 000*5 ans	150 000 (ADEME)	150 000	
	Moyens de fonctionnement (bureau doctorant.e, matériel...)	2 000*5 années 10 000	0	10 000	
Opération 3.4	Université de La Rochelle	60 000	15 000	45 000	
	Création de la chaire				
	Ingénieur d'étude (IE) (1 an)	35 000	0	35 000	
	Temps de	30 jours *500	15 000	0	

	recherche Enseignant.e Chercheur.e (EC)	euros 15 000			
	Moyens de fonctionnement (bureau IE, matériel, réunions...)	10 000	0	10 000	
	Université de La Rochelle	383 000	191 000	192 000	
	Animation de la chaire				
	Thèse de doctorat (3 ans)	30 000*3 = 90 000	90 000	0	
	Ingénieur d'étude (IE) (4 ans)	35 000*4 = 140 000	0	140 000	
	Temps de recherche Enseignant.e Chercheur.e (EC)	30 jours *500 euros*4 ans 60 000	60 000	0	
	Coordination autres actions et actions de communication auprès des acteurs	25 000	20 000	5 000	
	Valorisation des résultats (Congrès, traductions, copy editing..) *4 ans	28 000	21 000	7 000	
	Actions de formation (3 ans)	10 000 *3 = 30 000	0	30 000	
	Moyens de fonctionnement (bureau doctorant.e, matériel...)	2 500*4 années 10 000	0	10 000	
Opération 4.1	IEMPI	72 000€	36 000€	36 000€	50%
Opération 4.2	IEMPI	43 325€	21 663€	21 662€	50%
Opération 4.3	IEMPI	46 900€	23 450€	23 450€	50%
Opération 4.4	IEMPI	26 495€	13 248€	13 247€	50%
Opération 4.5	IEMPI	36 260€	24 584€	11 676€	32.20%
Opération 5	CFU				
	formation	1500€		1500€	
	Coordination	1500€		1500€	
	Organisation 3 ateliers-test	1500 €		1500€	

	Organisation de 4 ateliers par an sur 4 ans	8000 €	4000 (commune ou structure accueillante)	4000€		